



ET MOI...

06 JUIN 2022



SOUS LES PAVÉS... LES FLEURS ET LES POTAGERS

Par Anne Vidalie
Illustrations: Federica Scalise 

Dans des **villes étouffées** par le béton et l'asphalte, les **urbains en mal de verdure** renouent avec la binette et l'arrosoir. Ils font pousser **plantes et légumes** sur les balcons, au pied des arbres, sur les trottoirs ou dans les jardins partagés qui fleurissent sur les friches et les toits. Mais tout n'est **pas toujours rose**.





POUR LES BAILLEURS SOCIAUX, ENCOURAGER LES PLANTATIONS AU PIED DES IMMEUBLES PERMET PAR EXEMPLE DE LIMITER LES DÉCHETS GRÂCE AU COMPOSTAGE, ET DE LUTTER CONTRE LES INCIVILITÉS.

Tous les dimanches matin, Guillaume et Rachida observent le même rituel. Qu'il pleuve, neige ou vente, ils longent le canal Saint-Denis avec leurs deux bambins et leur bébé jusqu'à « leur » potager, un kilomètre plus loin : 8 m² que ce couple de cadres cultive depuis septembre dernier à Terre Terre, la ferme urbaine d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) créée en 2020 par l'association La Sauge. Ce lopin, c'est l'idée de Guillaume, 37 ans, directeur commercial. Le jardinet « décoratif » de 30 m² qui borde sa maison, bichonné au fil des longues journées du confinement, ne lui suffisait plus. « *Lui qui aime plonger les mains dans le terreau voulait faire pousser des légumes et des aromates*, raconte son épouse Rachida, 36 ans, DRH d'un groupe pharmaceutique. *Moi, j'avais envie d'une activité familiale en extérieur. Envie, aussi, d'expliquer à mes enfants la saisonnalité de manière ludique.* »

Sur leur parcelle, « *l'une des plus grandes, moyennant 250 euros par an* », ils ont « *commencé par les épinards, les salades, les betteraves, les carottes, l'ail et les oignons rouges*, énumère la jeune femme. *Sur la partie commune, nous avons planté un figuier.* » Elle a beau « *ne rien y connaître* », elle a étalé le foin (pour protéger les futurs légumes du froid) et disposé des demi-bouteilles en plastique sur les jeunes plants (pour éloigner les limaces et les escargots). Mais elle préfère partager un apéro ou un café-madelines avec les autres jardiniers et regarder sa progéniture courir entre les lopins délimités par des planches ou ramasser les choux de Bruxelles. « *Qu'ils ont même mangés!* »

Chez beaucoup de citadins, la pandémie de Covid-19 a dopé les envies de verdure. Pots et bacs ont éclos sur les terrasses, les balcons et les bords de fenêtres, pour le plus grand bonheur des professionnels du secteur. Signe des temps :

en juillet 2020, le géant vert Truffaut a ouvert près de la Bastille, à Paris, son quatrième magasin urbain après Boulogne (Hauts-de-Seine), Toulouse (Haute-Garonne) et Bordeaux (Gironde). Selon l'institut d'études marketing GfK, le marché du jardinage a fait un bond de 25% entre 2019 et 2021.

L'engouement des Français pour les semences ne date pas d'hier. « *Depuis une vingtaine d'années, la nature fait son grand retour en ville sous l'impulsion à la fois des acteurs publics et des habitants, pour des raisons tant écologiques que paysagères* », analyse le sociologue Frédéric Bally, chercheur à Grenoble École de management et spécialiste du sujet. Au bénéfice, notamment, des jardins collectifs, qu'ils soient familiaux, partagés, thérapeutiques ou dédiés à l'insertion. Leur nombre, rien qu'en Île-de-France, est passé de 1064 à 1303 entre 2015 et 2019. « *Ils apportent une réponse aux enjeux d'aujourd'hui : manger mieux, créer du lien social et aménager la ville durablement* », pointe l'ingénieure agronome Christine Aubry, experte en agriculture urbaine.

17 MILLIONS POUR LES JARDINS COLLECTIFS

Chantal Antigny-Warin, 65 ans, se souvient précisément du jour où elle s'est inscrite au jardin des Cairns, l'association grenobloise dont les terrasses verdoyantes s'accrochent aux pentes de la Bastille. C'était le 17 mai 2020. Un an plus tôt, elle avait troqué avec soulagement ses 1400 m² joliment arborés au pied des massifs de Belledonne et de l'Oisans pour une terrasse de 50 m² au dernier étage d'un immeuble du centre de Grenoble. Bien assez pour accueillir sa centaine de plantes en pots et pour assouvir sa passion, pensait-elle. Erreur. Sevrée d'humus pendant de longues semaines, elle a repris la binette et la serfouette, quelques

jours après la levée du confinement. Dans un jardin collectif, cette fois.

Le Plan de relance post-Covid déployé fin 2020 par le gouvernement surfe sur cette vague verte : 17 millions d'euros du volet « agriculture » sont alloués aux nouveaux « jardins collectifs et partagés » et 13 millions aux projets de fermes citadines soutenus par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, dans le cadre de son opération Quartiers fertiles – dont Terre Terre et son potager urbain à Aubervilliers. Même les bailleurs sociaux s'y mettent, encourageant les plantations au pied de leurs immeubles. « *Ils y voient un moyen de mieux gérer les déchets grâce au compostage, de lutter contre les incivilités et de réduire le coût de l'entretien des espaces verts* », estime Nadine Lahoud, dont l'association Veni Verdi fait fleurir des microfermes sur les toits des entreprises, des écoles ou des HLM depuis 2010.

Émilie Bourgoïn, 42 ans, nourrissait des ambitions beaucoup plus modestes lorsqu'elle a décroché son premier « permis de végétaliser » auprès de la Mairie de Paris en 2016 – le droit de jardiner autour des arbres, dans des bacs ou sur des bouts de trottoir débarrassés de leur bitume. « *Je voulais juste embellir mon coin du XX^e arrondissement, en mettant de la verdure dans le gris* », se souvient celle qui assure ne pas avoir la main verte. En ce début de printemps, elle joue les guides rue Jourdain et place des Grandes-Rigoles, pointant, ici, l'osier vivant protecteur de massifs, là, ses « *super-héroïnes* », misère, acanthe ou rose trémière, championnes de la survie en milieu hostile ; là, encore, le système d'arrosage bricolé maison qui se branche sur le réseau des eaux non potables de la ville. On la salue, on l'interpelle, on l'embrasse. Tout le monde connaît Émilie et son association Village Jourdain, sa page Facebook où s'échangent

adresses, infos et bons plans, et sa fête annuelle. En quelques années, elle a fédéré «une petite communauté». «*Quand on travaille dans la rue, les gens s'arrêtent, discutent, proposent leur aide ou des conseils*», se réjouit-elle.

La plupart des néomaraîchers l'avouent: ils désirent surtout cultiver une variété précieuse appelée lien social. Même si le brassage sociologique se limite souvent aux retraités dynamiques, aux familles avec jeunes enfants, aux étudiants et aux bobos et néoécologues de tout poil. Chantal la Grenobloise le reconnaît, le conseil d'administration du jardin des Cairns est surtout peuplé de représentants des CSP+, 1 es fameuses catégories socioprofessionnelles supérieures. «*Deux étudiantes, des profs, des ingénieurs, une informaticienne, une architecte et deux paysagistes notamment, détaille-t-elle. Mais le profil des adhérents est plus varié.*»

LE VIVRE ENSEMBLE PLÉBISCITÉ

À Rennes (Ille-et-Vilaine), le Gaec du canal Saint-Martin – Groupement d'amis et d'entraide circulaire, et non Groupement agricole d'exploitation en commun – s'efforce de ratisser le plus large possible. Son site Internet en appelle aux amis des légumes, des fleurs, de l'apiculture et des arbres fruitiers, bien sûr, mais aussi à tous ceux qui souhaitent simplement «prendre l'air dans un cadre agréable et rencontrer d'autres personnes». «*Ce qui nous réunit sur cette prairie de 1000 m², c'est le désir de discuter et de refaire le monde, ainsi que le besoin de convivialité*», insiste Michel Bouvier, 75 ans, ancien syndicaliste et âme des lieux. Il a son secret pour entretenir le moral des troupes: «*La cave, un élément indispensable.*» La sienne est un trou de 60 centimètres de côté creusé dans la terre, à l'ombre, et tapissé de bois. De quoi conserver au frais une dizaine de bouteilles.

La Nantaise Claire Tessier, 37 ans, partage cette philosophie du joyeux vivre-ensemble. Elle qui n'a rien d'une adepte de la pelle et du râteau s'est inscrite au Jardin d'Edgar, juste en face de ses fenêtres, pour «s'impliquer dans la vie de quartier». «*Mon boulot est très prenant, et j'assouvis mon besoin de lâcher prise au contact de la terre*, souligne cette psychologue. *J'apprécie également la notion d'écologie humaine et de respect de la nature et des personnes inscrite dans les valeurs de notre association, Les jardiniers de la rue.*» Cette «petite famille» se retrouve pour des

« LES PARTICIPANTS S'APPROPRIENT CES ESPACES SELON LEURS ASPIRATIONS : UN LIEU OÙ SE RELAXER, APPRENDRE À TRAVAILLER LA TERRE, RENCONTRER LEURS VOISINS. »

ateliers d'entretien des outils ou de fabrication de nichoirs. Pour des brunchs et des pique-niques, aussi. Sans cela, Annick Berthet, 69 ans, aurait peut-être déménagé. «*Au bout de quinze ans, je me suis rendu compte que je ne connaissais personne dans le quartier*», confie-t-elle. Avec le temps, elle s'est découvert une seconde motivation: «*J'apprécie qu'il y ait une majorité de jeunes dans l'association, je ne me voyais pas qu'avec des seniors.*»

Marianne et ses copines Odette et Christine ont rallié l'association parisienne Veni Verdi avec la même idée derrière la tête. Un jeudi matin frisquet, on retrouve les trois joyeuses retraitées dans un café du XIX^e où le patron offre généreusement ses biscuits maison. Sous la houlette de Célia, une volontaire en service civique, elles ensachent des graines d'œillet d'Inde qu'elles iront bientôt troquer contre d'autres semences auprès des clients d'une grande jardinerie parisienne. Marianne, originaire de Collioure (Pyrénées-Atlantiques), était «passée à côté» des joies du végétal. La faute au boulot, aux enfants. Odette se sentait en manque de chlorophylle dans son appartement parisien. «*En hiver, on prépare les parcelles sur le toit du collège Flora Tristan pour les semis et on fait les gros travaux*», explique la première.

«*L'été, complète la seconde, on repart avec notre sac de légumes et notre bouquet de fleurs.*» Ce que préfère Marianne, c'est «*l'ambiance et la compagnie des jeunes*». «*On fête tout, rigole-t-elle. Les anniversaires, les nouveaux boulots, tout.*»

Au jardin partagé La Baleine verte, îlot paradisiaque enchâssé entre les barres d'immeubles du quartier Saint-Éloi, dans le XII^e arrondissement parisien, on sait s'amuser aussi. «*Certains de nos 140 adhérents n'ont pas de parcelle et viennent juste pour faire jouer les enfants ou prendre l'apéro*», indique Laurent Vaillant, 40 ans, le très actif coprésident du collectif Autour de la Baleine, dont l'objectif revendiqué est de «développer la convivialité».

Pari tenu à coups d'ateliers pédagogiques, d'expositions, de débats, de mini-concerts ou de pièces de théâtre. L'association a noué de multiples partenariats éducatifs avec les écoles et les acteurs locaux, tels le centre d'animation et la bibliothèque. Début mars, les protégés de la Fondation de prévention Jeunesse Feu Vert sont venus construire une terrasse dans un coin du jardin.

«*Ces espaces sont des lieux que les participants s'approprient selon leurs aspirations, qu'ils y voient un endroit où se relaxer, apprendre à travailler la terre ou rencontrer leurs voisins*», décrypte le sociologue Frédéric Bally. Seulement voilà: quand les uns et les autres ne sont pas sur la même longueur d'onde, les graines de discord germent entre les plants de tomates et les pieds de fraisiers. Les plus assidus se sentent parfois un peu seuls car, face au travail répétitif et souvent ingrat qu'exigent platebandes et potagers, les bonnes volontés s'émoussent vite. «*Sur les 25 adhérents de notre espace partagé, un noyau de sept personnes le fait vivre, illustre la Nantaise Annick Berthet. C'est la difficulté du collectif. Il est très compliqué de faire en sorte que tout le monde se mobilise.*»

FÂCHERIES EN COPROPRIÉTÉ

Marie* préfère ne pas donner son vrai prénom pour évoquer «son» jardin, niché derrière un lourd portail du XV^e arrondissement de Paris. Ici, pas d'association, mais simplement une copropriété dont le conseil syndical orchestre l'élagage des arbres, l'arrosage des fleurs, l'entretien du potager et le nettoyage de la terrasse. Un bout de campagne idyllique pendant le confinement, quand la pelouse se transformait en terrain de volley-ball et qu'un résident organisait chaque semaine des mini-concerts. Mais les sujets de fâcherie se sont vite accumulés. «*Un copropriétaire a demandé l'interdiction des barbecues, un autre se plaint régulièrement du bruit, un troisième*

RETOUR À L'ÉCOLE

► **L'École du Breuil**, dans le Bois de Vincennes (Paris). Les fans de jardinage peuvent apprendre à entretenir leurs bacs, tailler leurs arbres fruitiers ou planter

leurs fleurs. www.ecoledubreuil.fr

► **L'École d'horticulture du Jardin**, dans le jardin du Luxembourg, à Paris. Deux modules de

cours y sont dispensés gratis: «jardin d'agrément» ou «jardin fruitier». <https://aacl.fr>

► **L'association parisienne Veni Verdi**. Plusieurs modules de

formation à l'agriculture urbaine sont offerts aux apprentis maraîchers. Pour les amateurs comme pour les futurs professionnels. www.veniverdi.fr

► **Les municipalités** proposent, elles aussi, des ateliers. **À Paris**, la Maison du jardinage, dans le parc de Bercy, donne des cours gratuits tous les jeudis.

À Lyon, le Jardin botanique enseigne comment végétaliser les terrasses et les balcons, entretenir ses plantes vertes ou encore réussir ses semis.



GUÉRILLA VERTE

Green Guerilla. Deux mots qui sonnent comme une révolte des urbains contre le bitume. Ce mouvement a émergé en 1973 à New York. Dans une ville appauvrie par le choc pétrolier et la dévaluation du dollar, la municipalité fait raser des immeubles décrépits qui laissent la place à des terrains vagues grillagés. Liz Christy, une habitante du Lower East Side, et sa bande de copains ont une idée : ils vont végétaliser ces

espaces à l'abandon en balançant par-dessus les clôtures des bombes à graines, mélange de semences et de compost. Cette initiative donnera naissance à un premier Community Garden baptisé Liz Christy, le précurseur des jardins partagés. Les guerriers verts ont essaimé en Europe. En France, leur page Facebook affiche 3300 abonnés. Leur slogan : « *N'ayez plus peur du béton, la nature reprend ses droits.* »

a carrément privatisé quelques mètres carrés du potager...», inventorie Marie.

Entre horticulteurs expérimentés et mordus d'écologie, la météo n'est pas toujours au beau fixe non plus. Principes et certitudes s'entrechoquent sur la délicate question des herbes sauvages, par exemple. Éradiquer ou ne pas éradiquer ces indésirables, là est la question. « *Ce sujet a provoqué chez nous un scandale, relate Annick Berthet. Les puristes, qui les appellent adventices et non mauvaises herbes, voulaient que nous nous contentions de les piétiner !* » Au jardin des Cairns, à Grenoble, un malheureux noyer a provoqué un psychodrame. L'intrus, qui gênait la croissance d'un abricotier et d'un mirabellier, a été condamné à l'arrachage par l'association. « *L'une de nos adhérentes l'a mal pris et s'est mise très en colère* », déplore Chantal Antigny-Warin.

Sur le terreau de ces plantations urbaines germent toutefois de nouvelles vocations. Émilie Bourgoïn a créé sa petite entreprise, Liane de rue, pour convaincre entreprises et collectivités de contribuer à la végétalisation des trottoirs. Marion Journet, 36 ans, a troqué les mirages glamours d'une maison de disques pour les charmes bucoliques des potagers citadins. Après avoir décroché un brevet professionnel à l'École du Breuil, située dans le Bois de Vincennes, elle a rejoint l'association Veni Verdi comme chargée de production agricole. Sa collègue Marianne Péchabrier, 42 ans – « *la tranche d'âge de ceux qui se reconvertissent* » – a changé de planète, elle aussi. Responsable de la formation chez Veni Verdi, cette ex-enseignante de français aux étrangers prépare désormais d'autres apprentis maraîchers à faire le grand saut. ●

* Prénom modifié.

Plus d'infos sur weekend.lesechos.fr